

Chronologie de Madagascar (1787-2010)

Par [Catherine Gouëset](#), publié le 16/11/2010 par [L'express.fr](#)

Les grandes dates de l'histoire de Madagascar.

1787: l'île est divisée en royaumes sur une base tribale. L'un de ces royaumes, l'Imerina (région d'Antananarivo), unifie Madagascar sous son autorité.

1883: protectorat français.

1896: annexion de la «Grande Ile» par la France.

1947: la violente répression d'une insurrection contre l'autorité coloniale fait plus de 80 000 morts.

1960: proclamation de l'indépendance. Le premier président est Philibert Tsiranana, dirigeant du Parti social démocrate. Il est reconduit en 1965 et en 1972.

1967: révolte paysanne dans le sud du pays.

1972: la contestation étudiante aboutit à une crise politique. En mai, le président Tsiranana démissionne et un gouvernement de militaires et de techniciens est formé.

1975: après deux années mouvementées, création, en juin, d'un Conseil suprême de la révolution, dirigé par l'amiral Didier Ratsiraka. En décembre, la constitution proclamant la IIe République est adoptée par référendum. La Charte nationale de la révolution malagasy, le «livre rouge» (boki mena en malgache) prône l'entrée du pays dans le camp socialiste.

1990: début d'un mouvement de contestation. Grèves à répétition des étudiants.

1991

Juin-juillet: série de manifestations exigeant une révision de la constitution et le départ de Didier Ratsiraka. Le mouvement des Forces vives (Hery Velona), qui regroupe toute l'opposition, décide la création d'un gouvernement parallèle. Albert Zafy en est le Premier ministre. Des grèves paralysent le pays.

Août: malgré un remaniement ministériel, les manifestations se poursuivent. Le 8 août, les forces de l'ordre tirent dans la foule en marche vers le palais présidentiel, faisant 12 morts selon les autorités, plus d'une centaine selon l'opposition.

31 octobre: une Haute autorité de l'Etat pour la transition vers la troisième République, présidée par Albert Zafy, est instituée. Didier Ratsiraka demeure chef de l'Etat en tant que symbole de l'unité nationale, mais Albert Zafy conduit l'essentiel des affaires du pays.

Août 1992: adoption par référendum d'une nouvelle constitution pour l'avènement de la IIIe République.

Février 1993: Albert Zafy est élu président de la République.

Février 1994: le cyclone Geralda fait 300 morts et 350 000 sans-abris.

1996: crise politique entre le président Zafy et le parlement.

5 septembre: de plus en plus critiqué pour sa personnalisation du pouvoir, Albert Zafy est destitué par la Haute cour constitutionnelle.

29 décembre: Didier Ratsiraka remporte de justesse l'élection présidentielle anticipée, avec 50,7% des suffrages contre 49,3% à Albert Zafy.

1998

Mars: les Malgaches approuvent de justesse une nouvelle constitution qui introduit la décentralisation.

Mai: l'Alliance pour la rénovation de Madagascar (Arema), le parti du président Ratsiraka, n'obtient que 62 sièges sur 150 lors des élections législatives.

1999: l'industriel Marc Ravalomanana est élu maire d'Antananarivo.

2000: l'Arema, le parti au pouvoir, remporte la majorité des municipalités lors des élections locales d'octobre.

2001

18 mars: l'Arema remporte la majorité des sièges de sénateurs élus par les grands électeurs.

10 juin: Didier Ratsiraka nomme dix fidèles aux postes de gouverneurs de province.

16 décembre: premier tour de l'élection présidentielle, qui se déroule dans le calme et avec une participation importante.

22 décembre: Marc Ravalomanana organise une manifestation pour «célébrer le Noël de la victoire». Les résultats partiels le créditent de 46,71% des suffrages, contre 40,62% à Didier Ratsiraka.

2002

Janvier: début d'une série de manifestations qui rassemblent chaque jour des centaines de milliers de partisans de l'opposition dans la capitale.

25: la Haute Cour constitutionnelle proclame Ravalomanana en tête du premier tour avec 46,21% des voix, contre 40,9% à Ratsiraka, et convoque un second tour. Le candidat de l'opposition appelle à la grève générale.

Février

22: Marc Ravalomanana s'autoproclame président. Il prête serment après l'annonce, par un haut magistrat, de sa victoire au premier tour «avec 52,15% des voix contre 35,67%» au président sortant. L'OUA, la France, la présidence espagnole de l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis condamnent l'opération. Dans la soirée, le président Ratsiraka décrète l'état d'urgence.

26: Ravalomanana nomme l'avocat Jacques Sylla Premier ministre. Le pays a ainsi deux gouvernements parallèles.

Avril

10: la Cour suprême annule la nomination de six des neuf membres de la Haute cour constitutionnelle (HCC), qui avait proclamé les résultats électoraux.

18: un accord est conclu à Dakar entre Ratsiraka et Ravalomanana, prévoyant la mise en place d'un gouvernement de réconciliation.

29: la HCC proclame Marc Ramalomanana élu avec 51,4% des voix, contre 35,9% à Didier Ratsiraka, au premier tour de la présidentielle du 16 décembre.

30: deux provinces proclament leur indépendance.

Mai

6: Marc Ravalomanana est officiellement investi président de Madagascar, en présence de plusieurs représentants de la communauté internationale.

27: l'armée s'empare des bureaux du Premier ministre de Didier Ratsiraka pour y installer Jacques Sylla.

Juin : les Etats-Unis reconnaissent le nouveau président.

Juillet : la France reconnaît Marc Ravalomanana; Didier Ratsiraka s'enfuit en France.

15 décembre: le parti du président Marc Ravalomanana, "J'aime Madagascar", remporte avec ses alliés 132 des 160 sièges de l'Assemblée nationale. Marc Ravalomanana engage une politique de privatisations et d'ouverture de l'île aux capitaux étrangers.

Novembre 2003 : le parti présidentiel remporte les élections municipales.

3 décembre 2006 : Marc ravalomana est réélu au premier tour de l'élection présidentielle.

2007

4 avril : les électeurs votent à 75% pour une réforme constitutionnelle qui renforce le pouvoir présidentiel, fait de l'anglais la troisième langue officielle (avec le français et le malgache) et supprime de la Constitution le terme d'« Etat laïc ».

23 septembre : avec 106 députés sur 127, le parti présidentiel malgache remporte les élections législatives marquées par une abstention proche des 80 %.

12 décembre : élection d'Andry Rajoelina à la mairie d'Antananarivo.

2008

Février : le passage du cyclone Ivan tue plus de 90 personnes et fait près de 190 000 sans-abris.

Mars : Madagascar extrait ses premiers barils de pétrole dans le cadre d'un projet de prospection à Tsimiroro, à 560 kilomètres à l'ouest d'Antananarivo.

Juillet : un contrat est passé avec le groupe Daewoo pour la location, pour quatre-vingt-dix-neuf ans, de quelque 1,3 million d'hectares de terres agricoles destinées à produire 4 millions de tonnes de maïs et 500 000 tonnes d'huile de palme. en mars 2009, Andry Rajoelina reviendra sur cet accord.

13 décembre: le gouvernement fait fermer la chaîne de télévision du maire de la capitale, Andry Rajoelina, après la diffusion d'une interview de l'ex-président Didier Ratsiraka, en exil en France.

2009

24 janvier : le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, appelle à une grève générale contre la «dictature» du président Ravalomanana. Plusieurs manifestations contre le président tournent à l'émeute dans la capitale malgache, faisant plus de 80 de victimes.

3 février : Andry Rajoelina, qui avait déposé la veille une demande de destitution du président, est lui même démis de ses fonctions de maire par le ministère de l'Intérieur.

7 février : la garde présidentielle tire sur la foule des partisans du maire, faisant une trentaine de morts.

11 février : ouverture de négociations entre les camps rivaux du président malgache et d'Andry Rajoelina, sous la houlette de représentants des Eglises.

10 mars : après avoir contraint le ministre de la défense à la démission, l'armée pose un ultimatum aux autorités civiles pour sortir de la crise.

17 mars : le président Marc Ravalomanana remet ses pouvoirs à un directoire militaire, qui les transfère aussitôt à Andry Rajoelina.

21 mars : cérémonie d'investiture d'Andry Rajoelina. Aucun chef d'Etat étranger ni aucun diplomate n'est présent.

30 mars : Madagascar est exclu de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

Fin mars-avril : manifestations, réprimées par les forces de l'ordre, des partisans de Marc ravalomana, en exil en Afrique du Sud.

12 mai : Andry Rajoelina, promet de ne pas se présenter lors du prochain scrutin présidentiel.

9 août : réunis à Maputo sous l'égide de la Communauté de développement de l'Afrique australe, les principaux responsables politiques malgaches décident de mettre en place un gouvernement de transition qui organisera des élections d'ici à fin 2010.

6 novembre : les camps rivaux malgaches se mettent d'accord sur la formation d'un gouvernement d'union nationale. Andry Rajoelina reste président mais sera flanqué de deux coprésidents issus de la mouvance de Marc Ravalomanana et Albert Zafy.

Décembre : Andry Rajoelina tourne le dos aux accords de paix et nomme comme premier ministre un ancien officier, Albert Camille Vital.

2010

Janvier : le président de la commission de l'Union africaine, Jean Ping, présente un nouveau "compromis" aux responsables malgaches.

17 mars : expiration de l'ultimatum accordé par l'Union africaine pour la mise en place des accords de Maputo. L'UA impose des sanctions à 109 personnalités malgaches, dont Andry Rajoelina.

12 mai : Andry Rajoelina affirme qu'il ne sera pas candidat à la prochaine élection présidentielle, dont il annonce la tenue pour le mois de novembre.

11 août : un calendrier est mis au point pour sortir de la crise. Il prévoit un référendum constitutionnel le 17 novembre et fixe au 4 mai 2011 l'élection présidentielle.

28 août : l'ancien président Marc Ravalomanana est condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité dans le procès des auteurs d'une tuerie où la garde présidentielle avait tiré sur la foule en 2009.

13 septembre : ouverture d'une "conférence nationale" à Antananarivo pour résoudre la crise politique.

17 novembre: les Malgaches sont appelés à se prononcer par référendum sur un projet de Constitution, première étape électorale du processus de sortie de crise.